NOUVEL HAY MAGAZINE
SANS FRONTIÈRES

OTC

Inculpation d'un militaire de haut rang

Armenews – 19 juillet 2023

Vitaly Balasanian, un général à la retraite qui occupait jusqu'à récemment un poste important au sein de la direction du Haut-Karabakh, a été libéré après avoir été inculpé d'agression, de possession illégale d'armes et de détournement de fonds.

M. Balasanian a été arrêté à la fin de la semaine dernière alors qu'il tentait d'empêcher des policiers de perquisitionner le domicile de sa famille dans la ville d'Askeran, au Karabakh. Son fils, principale cible de la descente de police, et son frère ont également été placés en détention. Ils ont tous deux été libérés le lendemain.

Balasanian est resté en état d'arrestation, les autorités chargées de l'application de la loi ayant retenu une série de charges contre lui. Malgré l'inculpation, un tribunal local a ordonné sa libération lundi.

L'avocat de Balasanian, Rafael Martirosian, a déclaré mardi au service arménien de RFE/RL que son client était accusé d'avoir attaqué les policiers, d'avoir détenu illégalement des armes, des munitions et de la drogue à son domicile et d'avoir détourné des biens publics.

Balasanian nie ces accusations et a présenté, selon Martirosian, des « arguments de poids » pour les réfuter.

Aucun détail concernant l'accusation de détournement de fonds n'a été rendu public jusqu'à présent. Les procureurs du Karabakh n'ont fait la lumière que sur

une affaire distincte ouverte contre le fils de Balasanian, qui nie lui aussi toute malversation. Ils affirment qu'il a abusé d'un prêt d'État de 74 millions de drams (190 000 dollars) accordé pour un projet d'agro-industrie.

Vitaly Balasanian, 64 ans, était un important commandant arménien du Karabakh pendant la guerre de 1991-1994 avec l'Azerbaïdjan. Il est devenu un critique virulent du Premier ministre arménien Nikol Pachinian après que ce dernier a été porté au pouvoir en 2018. Le général à la retraite a également été l'un des principaux candidats de l'opposition lors de la dernière élection présidentielle au Karabakh, qui s'est tenue plusieurs mois avant le déclenchement de la guerre de 2020 entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

M. Balasanian a été nommé secrétaire du conseil de sécurité du Karabakh à la suite de la guerre de six semaines. À ce titre, il a régulièrement négocié avec les commandants des forces russes de maintien de la paix stationnées dans la région, ainsi qu'avec des responsables azerbaïdjanais, sur des questions sécuritaires et humanitaires.

Arayik Harutiunian, le président du Karabakh, a limogé Balasanian en janvier, un mois après que l'Azerbaïdjan a bloqué le trafic commercial sur la seule route reliant le Karabakh à l'Arménie. Certaines figures de l'opposition à Stepanakert ont décrit l'affaire criminelle contre l'éminent général comme étant motivée par des considérations politiques. Mais Balasanian lui-même n'a pas fait de telles déclarations jusqu'à présent.

Actualité du blocus

Armenews – 19 juillet 2023

Les résidents de l'Artsakh, irrités par le refus de l'Azerbaïdjan de mettre fin au blocus de sept mois du corridor de Lachin et par l'insistance de Bakou pour que les fournitures humanitaires soient livrées au Karabakh via Aghdam – contournant l'Arménie – ont bloqué la route vers Askeran en plaçant des barrières de ciment.

Le ministre azerbaïdjanais des Affaires étrangères a réitéré le dernier plan de Bakou visant à maintenir son emprise sur l'Artsakh – le transport supposé de l'aide humanitaire au Karabakh via Aghdam, anciennement Akna comme il était

connu avant son occupation en 2020.

Cette dernière cascade de Bakou a trouvé son chemin dans une remarque faite par le président du Conseil européen, Charles Michel, qui a accueilli des entretiens entre le Premier ministre Nikol Pashinyan et le président Azerbaïdjanais Ilham Aliyev samedi à Bruxelles.

À la suite des pourparlers, Michel a déclaré aux journalistes que des mesures claires avaient été discutées pour aider la situation à revenir à son cours normal.

« J'ai souligné la nécessité d'ouvrir le couloir de Lachin, j'ai noté la volonté de l'Azerbaïdjan de fournir une aide humanitaire par l'intermédiaire d'Aghdam », a déclaré Michel aux journalistes peu après la fin des pourparlers de samedi.

Le ministre de l'Intérieur de l'Artsakh a nié mardi les rapports circulant dans les médias azerbaïdjanais qui prétendaient que l'aide humanitaire avait été livrée à l'Artsakh via Aghdam.

« Une autre désinformation a été diffusée sur le réseau social Facebook selon laquelle des employés présumés de la Croix-Rouge transportent de l'aide humanitaire d'Akna (Aghdam), par la ville d'Askeran, accompagnés de soldats de la paix russes », a déclaré le ministère des Affaires intérieures d'Artsakh, ajoutant que les convois n'avaient pas

Le ministre azerbaïdjanais des Affaires étrangères, Jeyuhun Bayramov, a déclaré à l'ambassadeur russe nouvellement nommé à Bakou que « la route Aghdam [(Akna)]-Khankendi [(Stepanakert)] peut être utilisée pour répondre aux demandes des résidents arméniens de l'Azerbaïdjan », selon un communiqué.

Il a également accusé Erevan de « faux faits déformés » lorsque les responsables arméniens parlent de la détérioration des conditions humanitaires au Karabakh en raison de la fermeture du corridor de Latchine.

Malnutrition et santé en Artsakh

Armenews – 19 juillet 2023

Le manque de légumes et de fruits pour la consommation auprès de la population

de l’Artsakh cause de graves problèmes de santé. Et l’état de tension mentale fait aussi son travail noir.

La malnutrition et le stress mental ont miné la santé des habitants de l’Artsakh vient d’affirmer Vardan Tadevosyan, le ministre de la Santé de la République de l’Artsakh dans une interview donnée à l’agence Artsakhpress le 18 juillet.

"*Ces problèmes sont particulièrement présents chez les enfants et les femmes enceintes. La malnutrition et une mauvaise alimentation entraînent tout d’abord une diminution de la résistance, et cela provoque diverses maladies : cutanées, nerveuses. La nourriture est la première garantie de la santé humaine, et aujourd’hui il n’y a rien dans nos magasins. Il sera peut-être très difficile pour ceux qui vivent dans d’autres pays d’imaginer ce que j’ai dit. Pour mettre les choses en perspective, mes contemporains peuvent se souvenir de la période de l’effondrement de l’Union soviétique et imaginer notre situation* » a affirmé le ministre de la Santé de l’Artsakh.

Il a souligné qu’en plus de la malnutrition, les habitants de l’Artsakh sont régulièrement soumis à des traumatismes mentaux par l’ennemi, ce qui rend la situation encore plus tragique.

« *Les gens s’inquiètent de ces problèmes 24 heures sur 24, ce qui conduit à la dépression. Nous pouvons affirmer que nous avons également besoin d’un soutien psychologique. Et les psychologues de l’Artsakh, j’en suis sûr, travaillent plusieurs fois plus dur. Je voudrais exhorter nos concitoyens à être tolérants les uns envers les autres, car nous sommes tous dans un état de surmenage* » a ajouté V. Tadevosyan.

Situation catastrophique

Le ministre d’État de la République d’Artsakh, Gurgen Nersisyan, a noté qu’à la suite de la prise en otage du peuple d’Artsakh par l’Azerbaïdjan et du blocage de la route qui le relie à l’Arménie, la situation humanitaire en Artsakh se détériore de jour en jour, et si cela continue, nous aurons des pertes et conséquences catastrophiques et irréversibles.

Selon le ministre d’État, maintenant que l’Artsakh fait face aux dangers les plus

graves, lorsque la sécurité physique de notre peuple n'est non seulement pas garantie, mais que nous courons également un danger mortel d'anéantissement physique, nous devons nous lever, commencer la lutte pacifique pour la préservation de notre existence et la protection des droits nationaux.

Gurgen Nersisyan a appelé les citoyens d'Artsakh à se rassembler sur la place de la renaissance de Stepanakert le matin du 14 juillet et à décider ensemble des prochaines actions à entreprendre. « Nous devons dégriser tout le monde, sonner à nouveau l'appel du désastre et ramener tous les acteurs à la raison avec nos démarches et actions à durée indéfinie », a souligné le ministre d'Etat.

La situation en Artsakh est catastrophique : Gugham Stepanian

Depuis un mois l'Artsakh est totalement privé de tout accès humanitaire, littéralement assiégé par l'Azerbaïdjan. Le blocage intentionnel des livraisons d'alimentation et de produits de première nécessité représente une menace de mort pour 120 000 personnes. Depuis le 11 juillet l'Azerbaïdjan bloque également les livraisons par la Croix Rouge de médicaments ainsi que le transport des malades.

Les forces de maintien de la paix sont en mesure de s'approvisionner par des hélicoptères, alors que la population d'Artsakh est vouée à la famine. Les acteurs internationaux se contentent de déclarations, sans prendre de mesures concrètes. La communauté internationale attend la mort de milliers de personnes pour pouvoir ensuite exprimer sa désolation hypocrite.

« J'exige de la communauté internationale d'appuyer sur le bouton rouge de l'alarme d'un génocide imminent. Vous pouvez le faire. Mon peuple est confronté à une indifférence générale criminelle. Je répète, la situation est catastrophique en Artsakh », a déclaré le Défenseur des droits de l'Homme de la République d'Artsakh.

La déclaration du ministère des Affaires étrangères d'Artsakh sur le blocage par l'Azerbaïdjan de la circulation du CICR le long du corridor de Latchine

Le ministère des Affaires étrangères rappelle que, conformément aux normes du droit international humanitaire, l'Azerbaïdjan a l'obligation de ne pas entraver la livraison des marchandises humanitaires en l'Artsakh assiégé. Le non-respect de cette obligation constitue une violation grave des dispositions des Conventions de Genève et est qualifiée de crime de guerre.

« Nous estimons qu'il est impératif que la communauté internationale condamne les actions illégales de l'Azerbaïdjan, fasse pression sur les autorités azerbaïdjanaises afin que celles-ci rétablissent la possibilité pour le CICR d'effectuer des transports humanitaires et des évacuations sanitaires à travers le corridor de Latchine sur la base du principe du respect de la dignité humaine, et fasse des efforts collectifs pour protéger les droits et la sécurité du peuple d'Artsakh. Nous rappelons une fois de plus que toutes les parties impliquées dans le processus de paix portent la responsabilité pour lever le blocus criminel de l'Artsakh qui dure depuis 7 mois maintenant et assurer le plein respect par l'Azerbaïdjan de ses obligations contractées en vertu de la Déclaration trilatérale du 9 novembre 2020 ainsi que de la décision de la Cour Internationale de justice. »

La population d'Artsakh a adressé une lettre ouverte à la communauté internationale concernant l'épuration ethnique et la politique génocidaire de l'Azerbaïdjan en Artsakh

Une trentaine d'associations d'Artsakh se sont ainsi adressées aux organisations internationales de défense des droits de l'Homme et aux opinions publiques internationales pour demander d'agir sur les gouvernements respectifs en exigeant des mesures concrètes pour empêcher la réalisation par l'Azerbaïdjan de nouveaux crimes contre l'humanité.

Remerciant la communauté internationale de sa préoccupation pour le sort du peuple d'Artsakh, les associations soulignent que l'unique garantie efficace de préserver les droits et la sécurité du peuple d'Artsakh est la reconnaissance de son droit international à l'autodétermination et de l'indépendance de la République d'Artsakh fondée sur ce droit international essentiel.

« L'Artsakh n'est pas un territoire qui revient au plus fort. L'Artsakh est notre patrie où nous jouissons du droit inaliénable à une vie sûre et épanouie. Nous ne

sommes pas qu'une assemblée de 120 mille personnes insignifiantes (sans compter les 30 mille réfugiés et déplacés à la suite de la guerre des 44 jours), nous sommes tout un peuple. L'Artsakh est un morceau du monde se réclamant des valeurs démocratiques. Le choix que fera la communauté internationale entre d'un côté le mensonge, la discrimination, la violence, la terreur et la dictature et de l'autre côté la liberté, la démocratie et le respect des droits de l'Homme, déterminera à nos yeux l'essence réelle des valeurs proclamées par un ordre international qui dérive déjà », précise la lettre signée des associations d'Artsakh.

L'assistance à la naissance sous blocus depuis 7 mois

Les mères qui attendent des enfants sont particulièrement vulnérables en ce 7e mois de blocus. Il est impossible d'assurer l'ensemble des soins et examens prénataux requis lors d'une grossesse avec les seuls réserves et équipements disponibles à Stepanakert. Ainsi que le précisent les professionnels de la maternité centrale de Stepanakert, toute l'ampleur des conséquences néfastes du blocus sur la santé des enfants comme sur les mères ne pourra être évaluée qu'à l'avenir. Dans des conditions de blocus et de pénurie alimentaire et médicamenteuse tout a été fait pour apporter une assistance morale et médicale aux mamans qui attendent des bébés.

Urgence vitale par Jean-Christophe Buisson

https://www.armenews.com/spip.php?page=article&id_article=105983

Mobilisation populaire à Stepanakert

15 juillet

Des milliers de personnes se sont rassemblées à Stepanakert vendredi, dans ce que les autorités locales ont décrit comme le début de manifestations quotidiennes contre le blocus de sept mois imposé par l'Azerbaïdjan au Haut-Karabakh et l'aggravation de la crise humanitaire qui en découle.

Les dirigeants et la principale faction politique du Karabakh ont organisé ces manifestations un mois après que Bakou a renforcé le blocus en interdisant aux soldats de la paix russes d'acheminer des quantités limitées de nourriture, de médicaments et de carburant vers le Karabakh. Mardi, la partie azerbaïdjanaise a également bloqué l'évacuation des patients du Karabakh gravement malades vers les hôpitaux arméniens, effectuée par le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) via le corridor de Lachin.
Ces mesures punitives ont aggravé la pénurie de produits essentiels dans la région peuplée d'Arméniens, qui rationnait déjà la nourriture, le carburant et l'électricité depuis l'interruption du trafic commercial par le corridor en décembre dernier.
Le premier ministre du Karabakh, Gurgen Nersisian, a qualifié la situation de « critique » lorsqu'il s'est adressé à la foule nombreuse sur la place centrale de Stepanakert. Il a déclaré que le Karabakh manquait de denrées alimentaires de base, de médicaments vitaux et même de carburant réservé aux ambulances. M. Nersisian a ensuite exhorté l'Arménie, la Russie et la communauté internationale à faire davantage pour que l'Azerbaïdjan lève le blocus.

« Qu'attendez-vous ? a-t-il déclaré. »Voulez-vous que nous mettions des cadavres sur cette place tous les jours avant de réagir ?« . »Dites-moi, comment dois-je regarder dans les yeux […] une femme enceinte mal nourrie dont l'enfant peut naître avec des malformations, des mères dont le plus grand rêve est de trouver une poignée de fruits ou de bonbons pour leurs enfants, des personnes qui font la queue pendant des heures pour obtenir une poignée de sucre ou d'huile", a déclaré pour sa part Gegham Stepanian, le médiateur des droits de l'homme du Karabagh.

Les manifestants se sont ensuite dirigés vers le bureau du CICR à Stepanakert et le quartier général des forces de maintien de la paix russes, situé à l'extérieur de la capitale du Karabakh. M. Nersisian a déclaré que les forces de maintien de la paix devaient débloquer le corridor afin d'éviter une « catastrophe humanitaire » au Karabakh.
Nersisian et deux autres hauts fonctionnaires du Karabakh ont été reçus par Alexander Lentsov, le commandant des forces de maintien de la paix. M. Nersisian a déclaré par la suite que M. Lentsov s'était engagé à faire davantage pour « résoudre la situation » et à « envoyer des informations sur la crise humanitaire à la Fédération de Russie tous les jours, toutes les heures ».

Un groupe de manifestants a dressé des tentes près du siège russe. De nombreux autres ont campé sur la place de la Renaissance de Stepanakert.

La Russie a appelé à plusieurs reprises Bakou à lever le blocus, mais n'a pas ordonné à ses troupes de tenter de rouvrir de force le corridor de Lachin. Les États-Unis et l'Union européenne ont également appelé à la reprise du trafic sur la seule route reliant le Karabakh à l'Arménie.

Les dirigeants azerbaïdjanais continuent de rejeter ces appels et de nier l'existence même du blocus.

Bakou a semblé autoriser la Croix-Rouge à reprendre les évacuations médicales après que des représentants du CICR ont rencontré le ministre azerbaïdjanais des affaires étrangères, Jeyhun Bayramov, vendredi. Selon les autorités sanitaires de Stepanakert, 11 patients du Karabakh ont été transportés en Arménie avec les membres de leur famille qui les accompagnaient.

Les dirigeants arméniens condamnent régulièrement le blocus, qu'ils considèrent comme une violation flagrante de l'accord conclu sous l'égide de la Russie, qui a mis fin à la guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan en 2020. Mais ils n'ont pas annulé les pourparlers de paix avec l'Azerbaïdjan en signe de protestation. M. Aliyev devrait tenir une nouvelle réunion avec le Premier ministre Nikol Pashinian à Bruxelles samedi.

L'Azerbaïdjan au bord d'une nouvelle opération militaire dans le Haut-Karabakh ?

Atlantico / Ardavan Amir-Aslani – 16 juillet 2023

La possibilité d'une nouvelle attaque militaire de grande ampleur fait suite à la série d'incidents frontaliers qui se sont multipliés ces derniers mois entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie.

L'état de siège que l'Azerbaïdjan impose au Haut-Karabakh depuis décembre dernier semble prendre une orientation explicitement belliciste, si l'on en juge par la rhétorique employée ces dernières semaines par les médias azéris. Le patron de la télévision d'État a ainsi déclaré publiquement que Bakou était en droit de conduire « une opération anti-terroriste » au Haut-Karabakh, dont le nom

de code pourrait être « Revenge 3 », en référence à l'opération éclair d'août 2022 où l'Azerbaïdjan avait annexé de nouvelles parties de l'enclave suite au décès d'un soldat azéri.

La possibilité d'une nouvelle attaque militaire de grande ampleur suit la série d'incidents frontaliers qui se sont multipliés ces derniers mois entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, et qui ont entraîné plusieurs morts au sein des forces armées des deux pays. Qualifiés de « provocations arméniennes » par Bakou, ces évènements alimentent la recherche de prétextes pour engager une annexion définitive du Haut-Karabakh, sous couvert de désarmement de « groupes militaires et paramilitaires arméniens de l'enclave », qui désignent en réalité l'Armée de défense de l'Artsakh. Le président Ilham Aliyev estime d'ailleurs publiquement que ces démantèlements sont un prérequis indispensable à la mise au point d'un accordde paix avec l'Arménie.

L'escalade se poursuit donc en raison de la stagnation des négociations entre les deux pays et de l'échec des deux processus de paix engagés parallèlement par les Occidentaux et la Russie avec les deux belligérants. Chacun campe en effet sur des positions extrêmement fermes et non négociables. Bakou estime que le Haut-Karabakh devrait faire intégralement partie du territoire azéri, exigence de surcroit validée par sa victoire en novembre 2020 grâce à l'appui logistique et tactique de la Turquie. A travers les autorités du Haut-Karabakh, l'Azerbaïdjan vise avant tout l'Arménie qu'il accuse d'utiliser les communautés arméniennes de l'enclave pour organiser des manœuvres de déstabilisation, puisque celles-ci refusent de devenir citoyens azéris. L'Arménie pour sa part a su faire preuve de bonne volonté diplomatique, puisque le Premier ministre Nikol Pachinian avait clairement signifié en mai dernier qu'Erevan serait prête à reconnaître la souveraineté de l'Azerbaïdjan sur le Haut-Karabakh, précisément en échange de garanties sur la sécurité et le statut des Arméniens de l'enclave, qui ne bénéficient plus depuis des mois de conditions d'existence normales et vivent au quotidien avec la menace constante de l'exil ou du nettoyage ethnique.

Pour l'heure, le combat de deux légitimités, à l'origine du différend territorial entre l'Azerbaïdjan et l'Arménie, se poursuit donc inlassablement et risque fort de ne trouver comme instrument de résolution que la guerre. Certains analystes en doutent encore et évoquent une forme de « diplomatie coercitive » employée par l'Azerbaïdjan pour faire plier sa voisine, qui combine des épisodes de violences avec le maintien du canal diplomatique tant que les négociations se poursuivent.

Or, pour l’heure c’est la violence qui prédomine à mesure que l’étau se resserre sur la population arménienne de l’enclave. Alors qu’un nouveau blocus du corridor de Lachine empêchait l’entrée des convois humanitaires, ce sont désormais les véhicules de la Croix-Rouge qui ne peuvent absolument plus pénétrer dans le Haut-Karabakh depuis le 11 juillet, sous prétexte d’opérations illicites de contrebande venant d’Arménie.

En frappant directement la population de l’Artsakh, et non les forces armées, ces mesures de coercition révèlent en réalité leur objectif véritable : une tentative accélérée de détruire le gouvernement autonome de la province et de forcer l’annexion totale du territoire, faute d’avancées concrètes dans les négociations. Au demeurant, le président du Haut-Karabakh Arayik Harutyunyan semble parfaitement conscient de la séquence politique telle que l’Azerbaïdjan souhaite l’imposer à l’Arménie : démanteler l’armée de l’Artsakh, ce qui reviendra de facto à détruire le système institutionnel autonome de l’enclave, organiser une parodie d’élections municipales, avant de rouvrir l’accès au corridor de Lachine et de rétablir les conditions de vie des résidents arméniens, devenus de fait des citoyens azéris.

Deux médiations, celle de la Russie et celle des Européens sous l’égide des Etats-Unis, sont pourtant ouvertes depuis plusieurs mois et travaillent parallèlement. Leurs résultats sont maigres, les appels multiples de l’Union européenne comme les échanges directs entre Antony Blinken et Ilham Aliyev péchant tous deux par leur inefficacité, tandis que les forces de maintien de la paix russes n’ont eu jusqu’à présent aucun pouvoir pour empêcher les blocus successifs et les abus de l’Azerbaïdjan. De guerre lasse, le gouvernement de l’Artsakh a sollicité directement Vladimir Poutine par l’intermédiaire de l’Arménie, pour l’appeler à agir et obtenir une levée du blocus azéri. En l’attente, la situation des Arméniens du Haut-Karabakh est déjà jugée comme ayant atteint un stade critique.

Alors que s’approche le troisième anniversaire de la « guerre des 40 jours », il est permis de penser que la « diplomatie coercitive », loin de faire évoluer le rapport de force en direction d’un traité de paix avec l’Arménie, prépare en réalité le dernier acte de l'annexion du Haut-Karabakh par l'Azerbaïdjan. Ce n'est plus qu'une question de temps, et encore une fois, l'assurance de l'Azerbaïdjan démontre la faiblesse ou l'indifférence des grandes puissances sur ce dossier.

ARMENIE

Suspicion de corruption du président du Parlement arménien

Armenews / Hetq.am – 19 juillet 2023

Soulevant de nouvelles questions sur la corruption en Arménie, une publication d'investigation indépendante a suggéré que le président du parlement Alen Simonian pourrait être impliqué dans la construction en cours d'un complexe résidentiel coûteux.

Dans un article publié lundi, Hetq.am révèle qu'un ami de longue date de Simonian, Edgar Avagian, détient une participation de 25 % dans le projet immobilier, d'une valeur estimée à 40-50 millions de dollars, bien qu'il ne soit pas connu pour être un homme riche. Le rapport se demande si M. Avagian, qui travaille aujourd'hui pour une chaîne de télévision officiellement dirigée par l'épouse de M. Simonian, ne sert pas de couverture à ce membre influent de l'équipe politique du Premier ministre Nikol Pachinian.

M. Simonian, qui a déjà été accusé d'avoir aidé son frère à obtenir des contrats publics lucratifs, a rapidement nié catégoriquement tout lien avec le complexe tentaculaire construit dans la station balnéaire de Tsaghkadzor. Dans un message publié sur Facebook, il a accusé la publication de ne pas avoir étayé ses affirmations implicites par des preuves.

Le complexe Pallada Tsaghkadzor, qui occupe un terrain de 1,6 hectare, devrait se composer de neuf bâtiments comprenant un total d'environ 700 appartements, un certain nombre de magasins, un restaurant ainsi qu'un centre de remise en forme. La société qui le construit compte également trois autres actionnaires : un investisseur géorgien et deux investisseurs arméniens.

L'auteur de l'article de Hetq, Tirayr Muradian, a insisté mardi sur le fait qu'il avait posé des questions légitimes sur le rôle de M. Simonian dans le projet facilité par le maire de Tsaghkadzor, affilié au parti au pouvoir, le Contrat civil. Il

a affirmé qu'Avagian ne s'était jamais engagé dans des affaires à grande échelle dans le secteur de la construction ou dans d'autres secteurs et qu'il n'avait occupé que des postes de direction dans diverses chaînes de télévision arméniennes.

« Le journaliste a déclaré au service arménien de RFE/RL : »Quelle est la logique qui sous-tend son implication dans le projet de construction ? « Qu'a-t-il en commun avec les autres promoteurs ? »

L'article souligne qu'en 2017, un tribunal d'Erevan a déclaré Avagian en faillite après son incapacité à rembourser 44 000 dollars de dettes auprès de deux banques commerciales. L'ami de M. Simonian doit encore de l'argent à ces banques, selon l'article.

Avagian n'a pas pu être joint pour un commentaire. Un avocat qui le représente a déclaré qu'il n'était pas dans le pays à l'heure actuelle.

Selon M. Muradian, il est tout à fait naturel de spéculer sur le fait qu'Avagian a utilisé ses liens étroits avec Simonian pour obtenir la participation de 25 % dans le projet ou qu'elle pourrait en fait appartenir à l'orateur.

« Ces personnes sont arrivées au pouvoir [en 2018] avec peu d'expérience commerciale ou de capital, mais en très peu de temps, elles ont été impliquées dans de grands projets commerciaux », a-t-il déclaré. « S'ils sont si intelligents, qu'est-ce qui les a empêchés de faire cela sans le pouvoir ? ».

Le journaliste fait référence aux membres de l'entourage de Pachinian, de plus en plus accusés par les médias arméniens de s'enrichir ou d'enrichir leurs copains et de ne pas tenir les promesses de lutte contre la corruption faites lors de la « révolution de velours » de 2018.

En mars dernier, des pirates informatiques ont détourné la chaîne YouTube du journal Aravot alors qu'il s'apprêtait à publier un reportage vidéo détaillant les acquisitions immobilières coûteuses de plusieurs hauts fonctionnaires et législateurs pro-gouvernementaux, dont Simonian.

Au début de l'année, M. Pachinian a accusé ces reportages d'être à l'origine du recul de l'Arménie dans l'enquête annuelle sur la corruption menée par Transparency International. Il a publiquement exhorté les hauts fonctionnaires à

poursuivre en justice les médias qui les accusent « à tort » d'enrichissement illicite. Le Premier ministre a de nouveau affirmé avoir éliminé la « corruption systémique ».

L'intégrité des marchés publics gérés par le gouvernement de M. Pachinian suscite également de plus en plus d'interrogations. Une entreprise de construction routière dirigée par Karlen, le frère de Simonian, a remporté au moins neuf marchés publics l'année dernière.

Le président du Parlement a dénoncé les médias indépendants et pro-opposition pour avoir suggéré que la société Euroasphalt bénéficiait d'un traitement privilégié de la part du gouvernement. Pachinian a déclaré, pour sa part, que son frère n'était pas propriétaire d'Euroasphalt.

Le service arménien de RFE/RL a cependant découvert en 2021 que l'une des deux adresses officiellement enregistrées d'Euroasphalt correspond à celle d'un appartement d'Erevan où vivait à l'époque la mère des Simonian.

Vatican

Mission diplomatique du secrétaire d'état du Vatican

Armenews – 17 juillet 2023

La semaine dernière, le secrétaire d'État du Vatican, le cardinal italien Pietro Parolin, a discrètement mené sa propre « mission de paix » dans les pays du Caucase, l'Arménie et l'Azerbaïdjan, qui sont depuis longtemps engagés dans un conflit violent, afin de promouvoir des pourparlers de paix.

Contrairement à l'autre mission de paix plus médiatisée du Vatican cet été, la visite du cardinal italien Matteo Zuppi de Bologne en Russie et en Ukraine, la visite de M. Parolin n'a pas été annoncée à l'avance par le Vatican et n'a pas non plus été très médiatisée au niveau international.

Cependant, la visite de M. Parolin a été célébrée par les dirigeants civils et

ecclésiastiques de chaque pays et saluée comme une étape importante non seulement dans le renforcement des relations bilatérales, mais aussi dans la facilitation du dialogue.

Le pape François s'est rendu dans les pays du Caucase (Géorgie, Arménie et Azerbaïdjan) en 2016, d'abord en Arménie puis, quelques mois plus tard, en Géorgie et en Azerbaïdjan. Il avait initialement l'intention de visiter les trois pays en même temps, mais les tensions entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan l'ont empêché de les inclure dans le même voyage.

La visite de Mgr Parolin en Arménie et en Azerbaïdjan cette semaine constitue une nouvelle avancée de l'agenda du pape François dans la région, et la poursuite de ses efforts pour promouvoir la paix entre les nations belligérantes.

M. Parolin s'est d'abord rendu en Azerbaïdjan, où il a rencontré plusieurs hauts responsables du gouvernement, et s'est notamment entretenu avec le président azerbaïdjanais Ilham Aliev le 10 juillet. Au cours de leur conversation, M. Parolin et M. Aliev ont discuté de la coopération actuelle entre l'Azerbaïdjan et le Saint-Siège, ainsi que de la réussite de projets communs, notamment l'ouverture d'une ambassade azerbaïdjanaise auprès du Saint-Siège en 2021 et un accord signé la même année entre le Vatican et la Fondation Heydar Aliyev, une entité caritative dirigée par la première dame d'Azerbaïdjan, Mehriban Aliyeva, pour restaurer les Catacombes de Commodilla à Rome.

I. Aliev s'était déjà rendu au Vatican en 2020, année où le conflit du Haut-Karabakh s'est aggravé.

M. Parolin a également rencontré le ministre azerbaïdjanais des Affaires étrangères, Jeyhun Bayramov, avec lequel il a discuté des tensions régionales et de la poursuite de la paix. Les deux hommes auraient également échangé leurs points de vue sur diverses questions régionales et internationales.

M. Parolin a également visité le centre Heydar Aliev et a rencontré le lundi 10 juillet le cheikh Allahshukur Pashazadeh, grand mufti du Caucase. Selon les médias locaux, Pashazadeh a défendu l'Azerbaïdjan contre les accusations de destruction du patrimoine arménien et a insisté sur le fait que l'Azerbaïdjan a subi diverses formes de vandalisme, tout en faisant l'éloge de la diversité religieuse et culturelle du pays.

Le Parlement européen et l'agence culturelle des Nations unies, l'UNESCO, ont tous deux exprimé leur inquiétude quant à la destruction de sites chrétiens historiques dans le Haut-Karabakh.

« La diversité ethnique et religieuse est la richesse nationale de l'État multiculturel d'Azerbaïdjan », a déclaré M. Pashazadeh, affirmant qu'après la guerre de 2020, « le monde entier voit les traces du vandalisme arménien ».

Il a insisté sur le fait que l'Azerbaïdjan « restaure et reconstruit son patrimoine religieux et spirituel » qui a été endommagé pendant la guerre, et il a accusé les Arméniens de mener des « campagnes de calomnie ».

Au cours de sa visite, M. Parolin s'est également rendu sur la tombe de Heydar Aliyev, président de l'Azerbaïdjan de 1993 à 2003, qui se trouve dans l'allée d'honneur, un lieu de sépulture pour les Azerbaïdjanais distingués dans la capitale, Bakou.

Mgr Parolin est arrivé à Erevan pour une visite de deux jours en Arménie le 11 juillet et a célébré la messe le lendemain matin dans la chapelle de la nonciature apostolique. Il s'est ensuite rendu à Tsitsernakaberd, le mémorial national des victimes du génocide arménien, où il a déposé une gerbe, réitérant la reconnaissance par le Vatican de l'élimination systématique de la communauté arménienne dans l'Empire ottoman entre 1915 et 1917.

Le pape François a qualifié à plusieurs reprises cette extermination de « génocide », et il a provoqué une brève querelle diplomatique avec la Turquie après l'avoir évoquée comme telle lors de sa visite en Arménie en 2016. La Turquie a brièvement rappelé son ambassadeur auprès du Saint-Siège en conséquence.

Le 12 juillet, M. Parolin a rencontré le président arménien Vahagn Khachaturyan au palais présidentiel.

Selon un communiqué du bureau du président, M. Khachaturyan a exprimé sa gratitude pour la visite de M. Parolin et a déclaré que la proximité et les bénédictions du pape à un moment aussi difficile pour l'Arménie étaient appréciées.

M. Khachaturyan a remercié le Saint-Siège pour son engagement en faveur des

efforts de paix dans la région, affirmant que les réunions de haut niveau sont importantes pour approfondir les relations et renforcer le dialogue.

Dans son discours, M. Parolin a remercié l'Arménie pour son hospitalité et a déclaré que c'était un honneur de visiter le pays et de commémorer les victimes du génocide arménien.

Au mémorial de Tsitsernakaberd, « j'ai pu approfondir (bien sûr, j'en étais bien conscient auparavant) les informations historiques liées à la tragédie qui a frappé le peuple arménien », a déclaré M. Parolin, qui a également exprimé l'espoir que les nombreuses visites mutuelles des responsables arméniens et du Saint-Siège renforceraient encore leurs bonnes relations.

Au cours de la réunion, il a également été question du blocage par l'Azerbaïdjan du corridor de Latchine. Selon un communiqué de son bureau, M. Khachaturyan a déclaré que l'isolement des Arméniens dans la région avait provoqué une crise humanitaire en raison du blocage du gaz, de l'électricité et des télécommunications.

M. Parolin a souligné la nécessité d'assurer la paix et la stabilité dans la région et de créer un climat de confiance de part et d'autre.

Les deux parties ont insisté sur l'importance de poursuivre les négociations et de garantir la protection des droits des Arméniens du Haut-Karabakh.

Après sa rencontre avec M. Khachaturyan, M. Parolin a rencontré le Premier ministre Nikol Pachinian. Les deux hommes ont discuté des relations bilatérales et des questions d'importance régionale, en particulier le conflit du Haut-Karabakh et le blocage du corridor de Lachin, ainsi que les pourparlers de paix en cours.

M. Parolin a exprimé la volonté du Saint-Siège de contribuer à l'instauration d'une paix et d'une stabilité durables dans la région, ainsi qu'à la résolution des problèmes humanitaires.

Le 13 juillet, M. Parolin a rencontré Karekin II qui a souligné l'importance de la visite de Parolin et a exprimé sa gratitude pour les efforts déployés « pour surmonter les défis auxquels l'Arménie et l'Artsakh sont confrontés ».

M. Karekin a évoqué le blocus du corridor de Lachin « et la catastrophe

humanitaire qui en résulte », ainsi que les préoccupations de l'Arménie en matière de sécurité. Il a également souligné « l'intervention pratique de la communauté internationale pour mettre fin aux ambitions expansionnistes et aux actions offensives de l'Azerbaïdjan et protéger le droit des Arméniens de l'Artsakh à l'autodétermination ».

M. Parolin a exprimé la volonté du Saint-Siège de contribuer à l'instauration d'une paix et d'une stabilité durables dans la région et a insisté sur le fait que l'ouverture d'une représentation diplomatique permanente du Saint-Siège à Erevan renforcerait encore les relations bilatérales.

Il a insisté sur le fait que sa visite était de « nature humanitaire » et visait à « contribuer au règlement pacifique du conflit entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan ».

M. Parolin a déclaré que le processus de paix était compliqué en raison de divers obstacles, et il a déploré qu'une paix durable n'ait pas encore été instaurée.

Dans le cadre de ce voyage, M. Parolin a également célébré la messe à la cathédrale des Saints Martyrs à Gyumri, en Arménie, où il a également rencontré des personnes et des familles touchées par la guerre du Haut-Karabagh en 2020.

Jusqu'à présent, le Vatican n'a fait aucune déclaration sur la visite de M. Parolin en Arménie et en Azerbaïdjan, et la plateforme d'information publique du Vatican, Vatican News, n'a pas couvert le voyage.

Union européenne

Soutien européen au processus de normalisation Arménie-Turquie

Armenews / Armenpress – 18 juillet 2023

La commission des relations extérieures du Parlement européen a adopté un rapport sur la Turquie avec 47 voix pour et 10 abstentions, dans lequel il est également fait référence au processus de normalisation des relations entre l'Arménie et la Turquie.

Le rapport soutient la normalisation des relations entre l'Arménie et la Turquie dans l'intérêt de la réconciliation, de la stabilité régionale et de la sécurité. Le rapport se félicite des progrès accomplis jusqu'à présent et note avec gratitude la présence du Premier ministre arménien à l'investiture du président turc. Avec le rapport adopté, les députés exhortent une fois de plus la Turquie à reconnaître le génocide arménien et à préserver le patrimoine culturel arménien en Turquie.

Le rapport appelle l'UE et la Turquie à sortir de l'impasse actuelle et à trouver un « cadre réaliste » pour les relations UE-Turquie. *« S'il n'y a pas de changement radical de cap de la part du gouvernement turc, le processus d'adhésion de la Turquie à l'UE ne peut pas reprendre dans les conditions actuelles »*indique le rapport.

Les députés du Conseil de l'Europe confirment que la Turquie reste un candidat à l'adhésion à l'UE, un allié de l'OTAN et un partenaire clé dans le domaine de la sécurité, des relations commerciales et économiques et de la migration, soulignant que la Turquie est censée respecter les valeurs démocratiques, l'État de droit, et les droits de l'homme. La Turquie est invitée à ratifier sans délai l'adhésion de la Suède à l'OTAN, et il est souligné que le processus d'adhésion d'un pays à l'OTAN ne peut en aucun cas être lié au processus d'adhésion d'un autre pays à l'UE.

« Récemment, nous avons été témoins du nouvel intérêt du gouvernement turc à reprendre le processus d'adhésion à l'UE. Cela n'arrivera pas à la suite d'un marchandage géopolitique, mais lorsque les autorités turques montreront un réel intérêt à enrayer le déclin continu des libertés fondamentales et de l'État de droit. Si le gouvernement turc est sincère en cela, il devrait le montrer par des réformes et des actions concrètes » a déclaré le journaliste espagnol Nacho Sanchez Amor.

Les négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE sont effectivement dans l'impasse depuis 2018 en raison de la détérioration de l'État de droit et de la démocratie en Turquie. Maintenant, le rapport sera soumis au vote lors de l'une des prochaines sessions plénières du Parlement européen.

France

Décès de Henri Tachan

Armenews – 17 juillet 2023

Henri Tachdjian (83 ans) dit Henri Tachan, auteur-compositeur et interprète était né le 2 septembre 1939 à Moulins. Il vient de disparaître le 16 juillet 2023.
Très peu médiatisé dès le début de sa carrière, dans les années 1960, Henri Tachan qui jetait dans ses chansons un regard critique envers la société allait se faire connaitre progressivement. Sans devenir toutefois une vedette de la chanson.
« De père arménien, Henri Tachdjian, passe sa scolarité au pensionnat catholique de Notre-Dame de Bury à Margency dans le Val-d'Oise, puis dans un lycée à Paris. Ensuite, il rejoint une école hôtelière à Thonon-les-Bains et devient serveur au Ritz à Paris. En 1962, il part pour le Québec » (wikipedia). Dans les années 1970 à 1980 Henri Tachan passait régulièrement sur les quelques chaînes de télévisions françaises.

Gérard Larcher : Des armes pour l'Arménie

Armenews – 14 juillet 2023

Le président du Sénat français, Gérard Larcher, a annoncé la nécessité pour la France de fournir des armes de défense à l'Arménie.

*« J'exige l'ouverture immédiate du corridor de Latchine reliant l'Arménie au Haut-Karabakh et l'accélération de la fourniture d'armes défensives par la France à l'Arménie pour assurer sa sécurité »*a écrit Gérard Larcher sur Twitter après avoir rencontré le président de l'Assemblée nationale d'Arménie, Alen Simonyan.

Iran

Connexion des réseaux électriques entre l'Iran et la Russie, via les pays du sud-Caucase

Armenews – 17 juillet 2023

Le ministre iranien de l'Énergie, Ali Akbar Mehrabian, a annoncé que la connexion des réseaux électriques de l'Iran et de la Russie à travers le territoire de l'Arménie et de la Géorgie était à l'ordre du jour. L'agence iranienne Mehr informe qu'Ali Akbar Mehrabian a fait ces observations dans une interview avec l'Agence iranienne de presse étudiante (ISNA), ajoutant que l'Iran et la Russie échangeront également de l'électricité à travers le territoire de l'Azerbaïdjan.

« Pour l'échange d'électricité avec la Russie, nous utiliserons deux voies : la République d'Azerbaïdjan et l'Arménie-Géorgie, et nous sommes en train de finaliser les négociations et la mise en œuvre », a-t-il déclaré.

Le ministre iranien de l'Énergie a ajouté que l'Iran cherchait à échanger de l'électricité avec certains de ses voisins sans payer.

"Bientôt, nous commencerons à échanger de l'électricité avec la Russie à travers le territoire de l'Azerbaïdjan. La connexion au réseau électrique russe à travers le territoire de l'Arménie et de la Géorgie est également à l'ordre du jour », a-t-il conclu.

Arménie occidentale

Ani, patrimoine arménien

Armenews / ermenihaber /Son Dakika – 17 juillet 2023

La ville arménienne médiévale d'Ani, capitale du Royaume arménien des Bagratites à l'an 1000, inscrite sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, est de nouveau apparue au centre de l'attention de la presse turque.

Le site d'informations arméniennes ermenihaber écrit à ce sujet.
Un article publié sur le site d'information Son Dakika, présente Ani comme le *« Berceau des civilisations », la « Ville de la paix »,* la « Ville aux mille églises » et la *« Ville aux quarante portes ».* Il est à noter qu'Ani attire l'intérêt des

touristes locaux et étrangers par sa beauté historique et architecturale.

L'article parle ouvertement du fait qu'Ani est arménien. La formulation suivante est donnée : *« Située à la frontière de la Turquie et de l'Arménie, Ani a été la capitale des dirigeants arméniens en 961-1045. »*

En 2012 Ani a été inclus dans la liste provisoire du patrimoine mondial de l'UNESCO, et en 2016 a été inscrit sur la Liste du patrimoine mondial.

L'article diffuse également les commentaires des visiteurs turcs. Un touriste d'Ankara dit : *« Je viens d'Ankara, je suis ici pour la première fois, c'est un super endroit, je recommande à tout le monde de venir. »*

Ani, située sur la rive ouest de la rivière Akhurian (en turc : Arpachay) séparant la frontière arméno-turque, selon la publication du site Web turc, était autrefois une zone d'interdiction militaire stricte, et personne n'avait l'occasion de la visiter . Après la levée de l'interdiction, Ani a attiré l'attention du monde entier, devenant la principale raison des visites touristiques à Kars.

photo : Armineh JOHANNES arminehjo@hotmail.com